

LE COMMUNISTE

PUBLIÉ PAR LE GROUPE DE LA GAUCHE COMMUNISTE

ADRESSER LA CORRESPONDANCE A PAUL LE PAPE,

25 bis Rue Clavel, PARIS 19^{ème}

COMPTE CHEQUE POSTAL - PARIS 1567-17

N° 5

Fin Mai 1932

S O M M A I R E

M. COLLINET, le Parti Communiste et les Elections en France.-
KURT LANDAU, Fascisme et Social-Fascisme. Où va le P.C. Allemand.
La Conférence Nationale de la Gauche Communiste Espagnole. -
D. LEVINE, le Chômage en France et les Tâches des Communistes.-
Résolution sur les Rapports de la Gauche Communiste Internatio-
nale et de l'Internationale Communiste.-

LE PARTI COMMUNISTE ET

LES ELECTIONS EN FRANCE

Une fois encore, la bourgeoisie de gauche et ses alliés réformistes ont su profiter largement de la vague de mécontentement qui a soulevé les classes populaires en France. Ouvriers en chômage complet ou travaillant trois jours par semaine, paysans qui ne peuvent vendre leur vin ou leur blé à des prix rémunérateurs, petits commerçants et artisans sans clientèle ont en masse apporté leurs suffrages aux radicaux et socialistes pour balayer du pouvoir le gouvernement Tardieu et son soutien économique : l'industrie lourde et tout particulièrement l'industrie de guerre!

Les radicaux ont enlevé de nombreuses voix à la droite; les socialistes ont progressé de 1 million 700 mille à plus de 1 million 950 mille. Quant au parti communiste il supporte les frais de l'opération... il recule de 1 million 070 mille suffrages à moins de 800.000 perdant ainsi 300 mille voix environ.

En 1928 le Parti avait gagné 200 mille voix sur 1924. Malgré son inexistence pendant les journées de Juillet 1926, malgré ses cabrioles politiques sous la direction aventuriste Treint-Suzanne Girault et la direction opportuniste Sémart-Doriot, le Parti avait bénéficié, dans une très faible mesure, il est vrai, de la faillite des espérances que le Cartel avait suscitées dans sa période d'ascension.

Cependant 1928 était une année de prospérité et de renforcement du capitalisme français; 1928 et 1929 étaient, malgré les prophéties de l'Internationale des années de reflux révolutionnaire en France comme en Europe.....

En 1932, la situation est complètement retournée, un chômage intense, des baisses de salaires dans toutes les opérations et avec cela la faillite éclatante des espérances de paix sociale et des méthodes de collaboration de classe. Des grèves imposantes dans le Textile étouffées par la bureaucratie réformiste, les luttes héroïques des grévistes à Fougères, à Vienne, etc.... sont des témoignages de la combattivité des ouvriers dressés pour défendre leurs maigres salaires malgré la menace permanente du chômage..... C'est dans une telle situation économique intérieure, c'est au moment où la bourgeoisie dans le monde perd confiance en son étoile, où la société capitaliste voit ses fondements se disloquer, que le Parti communiste au lieu de faire un grand bond en avant, se désagrège moins sous la pression de ses adversaires que sous le poids de ses propres fautes. Sauf dans le Pas de Calais, où il bénéficie de la honteuse capitulation des chefs mineurs Maës, Evrard etc...., il recule pourtant au premier tour.

Dans l'"Humanité" du 13 Mai, Thorez, avouant le recul du Parti lui trouve deux causes :

"le scrutin d'arrondissement, écrit-il, destiné à briser les grands courants de masse, a pesé de façon décisive sur les résultats en facilitant le jeu social démocrate du moindre mal"

"Toute voix au Parti communiste c'est une voix perdue contre Tardieu et contre la guerre".

(c'est Thorez qui souligne)

Cette explication lamentable est dénuée de toute valeur politique et même de toute valeur "technique". Elle aurait peut être valu pour les élections de 1924 qui se faisaient au scrutin de liste à un tour; les suffrages se portant sur la liste du "Bloc ouvrier paysan" pouvaient donner la plus forte moyenne aux listes du "Bloc national". Elle ne vaut rien pour le premier tour dans le scrutin uninominal, où aucun candidat ne peut l'emporter sans la majorité absolue.

Quant à l'autre explication de Thorez, elle est du genre des excuses embarrassées que nous distille la bureaucratie stalinienne.

"Nous n'avons pas su, dit Thorez, démasquer avec efficacité la démagogie des gauches, notamment leurs phrases pacifistes, ni détruit par conséquent les illusions persistantes dans les solutions parlementaires....." Mais, aussitôt, il ajoute :

" Pour cela, il n'était et il n'est encore d'autre arme que la politique "classe contre classe" qui démasque le rôle du Parti socialiste et nous le fait combattre au même titre que tous les partis de la bourgeoisie". Les dirigeants staliniens de l'Internationale jettent à la mer les sections nationales après leur avoir lié les mains et les pieds et ces noyées par persuasion répéteront même après leur mort : "Oui, cette méthode de natation est juste, mais c'est moi qui ne sais pas nager", et elles lanceront de grandes imprécations contre la mer qui les absorbe. Telle est l'attitude des Partis communistes devant la Social démocratie!

LA DIRECTION DU PARTI ET LA TACTIQUE "CLASSE CONTRE CLASSE"

Si l'on examine les voix obtenues par le Parti dans une trentaine de circonscriptions ouvrières des départements de la Seine, du Nord et du Pas-de-Calais, où le Parti s'est maintenu au 2ème tour contre le Parti S.F.I.O. qui le distarçait, on trouve que dans ces circonscriptions où l'influence du Parti est grande, il a perdu entre les deux tours de scrutin plus de 40 % des voix qui s'étaient portées sur lieu au premier tour. Dans les campagnes où l'influence du Parti est assez faible, la débâcle est encore plus forte. De nombreux radicaux ont été élus à l'aide de voix communistes? Pourquoi ces votes? Pourquoi cette indiscipline des troupes? "Notre Parti devra donner à ces questions des réponses précises", affirme Renaud, Jean (Huma 14 Mai)

Mais pour ce ces réponses soient autre chose qu'une nouvelle action de grâce en faveur de la "ligne toujours juste", il faudrait un véritable Parti communiste, non un Parti domestique pour l'usage personnel des bureaucrates staliniens. Trois cent mille voix en moins, au 1er tour, des centaines de mille perdues au 2ème tour, voilà qui constitue un bilan positif de la magnifique politique menée depuis quelques années, et particulièrement de la tactique soi disant "classe contre classe". Dans un article envoyé aux "CAHIERS du BOLCHEVISME" (N° 3) avant les élections, le camarade SAUFRIGNON avait dénoncé en termes irréfutables la malfaisance de la tactique "classe contre classe" Ferrat au nom de la direction lui fit une réponse qu'il est intéressant d'examiner à la lumière des récentes élections. Saufrignon se reportant à la tradition bolcheviste rappelle la tactique classique du léninisme à la veille d'Octobre et durant les premières années de l'Internationale Communiste. En réponse, l'argumentation de Ferrat était que : "Dans la période actuelle nous ne pouvons pas "soutenir" le Parti socialiste dans le sens où l'entendait Lésine en 1920-1921 en aidant les travailleurs à le porter au pouvoir. Une telle tactique était juste dans une situation complètement différente de la situation actuelle dont les traits principaux étaient les suivants :

- a) Partis communistes très faibles ou même en voie de formation....
- b) Partis socialistes dont le développement réactionnaire dans le sens fasciste, le processus d'intégration à l'état bourgeois étaient beaucoup moins avoués qu'aujourd'hui et n'ayant pas en général fait devant les masses l'expérience du pouvoir.
- c) le mouvement ouvrier se trouvant au seuil d'une période de reflux ou dans cette période de reflux. Il est clair qu'aujourd'hui ces caractéristiques principales sont dans leur ensemble complètement inversées. C'est ce qui explique le changement de tactique des partis communistes à l'égard de la social-démocratie à l'échelle internationale."

Les bureaucrates staliniens ont une bien curieuse façon d'interpréter l'histoire : les partis communistes étaient faibles en 1920-21 ! Mais le parti communiste allemand voyait affluer des centaines de milliers d'adhérents. Il devenait l'aile marchante de la Révolution jusqu'en 1923, tandis qu'aujourd'hui la colère des masses passe par dessus sa tête. Par sa passivité vis-à-vis d'Hitler, son sectarisme vis-à-vis des millions d'ouvriers socialistes, il représente la guerre de la lutte contre le "Système Brüning". Le Parti Communiste français en 1921 avait 130.000 membres, tandis que la S.E.I.O. n'était qu'un Etat-Major sans troupes avec Renaudel dans le rôle du Maréchal Soubise! Et maintenant on peut parcourir des régions de France sans trouver un membre du Parti Communiste capable de dire ce que c'est que le Communiste!!

.....

Les Partis socialistes étaient moins réactionnaires en 1920 que maintenant! C'est se moquer des gens que d'affirmer une telle chose les partis socialistes avaient participé aux gouvernements de guerre. La social-démocratie allemande après avoir écrasé dans le sang la Révolution prolétarienne, gérait les affaires de la République de Weimar. Non seulement la Social-démocratie dans beaucoup de pays exerçait le pouvoir, mais ce qui est bien plus important, elle l'exerçait en période d'agitation révolutionnaire, elle l'exerçait en brisant la Révolution. Il est vrai que pour Ferrat, 1920-21 ne sont pas des années révolutionnaires! Les ouvriers s'emparant des usines en Italie, la grève générale se prépare en Angleterre, dans la Rhur, en Saxe, le prolétariat armé est maître de la Rue. Tandis qu'aujourd'hui en France, grâce à la tactique "classe contre classe" sans doute, nous avons un "essor révolutionnaire" qui laisse loin derrière lui les années de paix sociale 1920-21!!! (Si même cela était vrai, la tactique préconisée par Lénine en 1920 - 21 en serait encore plus justifiée).

De toute la pauvre argumentation de la direction, il ne reste qu'une chose, c'est qu'elle avoue avoir rompu avec le léninisme "périmé de 1920-21"!! Ferrat et consorts prétendaient que grâce à la tactique "classe contre classe", là où elle avait été bien appliquée, c'est-à-dire dans le Nord et la Seine, le Parti n'avait perdu que 9 % des voix (en 1928 (sic). Aujourd'hui, il en a perdu 40 % sur ce qu'il a conservé depuis 1928. Cela juge les pronostics de ces gens. Ils essayent de s'en tirer en disant qu'une épidémie a contaminé l'esprit de la classe ouvrière; l'épidémie du "moindre mal". Ils oublient de dire que cette maladie a gagné aussi leur cerveau. En effet, qu'ils le veuillent ou non, le "moindre mal" pour la direction de l'Internationale, ce sont Hitler en Allemagne, Tardieu Schneider et Désiré Ley en France; pour eux, le "moindre mal" c'est faire élire le candidat du patronat contre le candidat des ouvriers socialistes....

Le JEU du REFORMISTE

Il paraît qu'une telle tactique permet de démasquer le Parti socialiste, d'après les stratèges stanlliens. Ce n'est certainement pas l'avis des milliers d'ouvriers communistes qui ont rompu la discipline au 2ème tour. Ce ne peut être l'avis de quiconque veut réfléchir une minute. En effet, comment convaincre les ouvriers de l'impuissance et de l'inanité du parlementarisme, s'ils sont mis dans l'incapacité de juger de cette impuissance. Les phrases sur le social-fascisme sont insuffisantes pour entraîner la conviction. Neuf fois sur dix elles aboutissent à resserrer les liens entre les ouvriers et les chefs socialistes.

"Il y a l'expérience internationale de la Social-démocratie", dira-t-on, mais cette expérience précieuse pour l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat est insignifiante et presque sans intérêt immédiat pour l'immense majorité des ouvriers et des paysans. C'est là un fait qui n'est que la conscience de classe. "Il y a l'expérience des luttes quotidiennes", dira-t-on encore. Mais cette expérience purement locale ne peut toucher que des ouvriers d'une certaine région et encore dans une mesure très variable : Si les mineurs du Pas-de-Calais ont marqué leur défiance vis-à-vis des Maës en votant communiste, on ne peut en dire autant des textiles du Nord. Quant aux tisserands de Vienne, ils ont marqué leur défiance vis-à-vis..... du P.C. en donnant à Richetta, le dirigeant de la grève 794 voix contre 560! au maire socialiste Hussel (Ceci est aussi une réplique cinglante à l'attitude scandaleuse de la C.G.T.U. dans la question électorale). Des gains locaux ne peuvent compenser les partis par ailleurs.

La tactique ne procure aucun avantage au P.C. Elle renforce au contraire la direction socialiste qui peut dénoncer le P.C. comme allié du patronat et ennemi des ouvriers. Elle lui permet d'échapper toute responsabilité dans ses futures trahisons.

Pour une tactique léniniste.

La tactique "classe contre classe" appartient à la même chaîne d'erreurs que la tactique de "front unique à la base" de la C.G.T.U. Ce n'est qu'une application plus apparente que d'autres de la théorie imbécile du social-fascisme. Contre cette théorie et cette tactique, les communistes doivent réapprendre à distinguer entre leurs adversaires, "à tirer parti avec le plus d'attention, de minutie et de prudence des moindres "dissentiments" entre les ennemis, des moindres oppositions d'intérêts entre les différents groupes ou les scouts de bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays; à la condition de mettre à profit les moindres possibilités de s'assurer l'alliance des masses, quand même ce ne serait qu'un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr." (Lénine, la Maladie infantile du communisme) En cessant de jouer à la secte ultra-gauche, en revenant au léninisme, à la théorie et la pratique réelle du front unique, les dirigeants de l'Internationale réussiraient peut-être encore à la sauver de la ruine. Malheureusement, rien ne nous permet d'affirmer qu'ils en aient la volonté et la capacité.

Michel COLLINET

E N A L L E M A G N E

LE FASCISME ET LE SOCIAL - FASCISME

Si l'on considère le chemin parcouru par le P.C. allemand et l'I.C. depuis l'époque où ils croyaient en un "gouvernement ouvrier" avec participation de la Social-démocratie jusqu'à la théorie du social-fascisme, on croirait que l'I.C., sous l'impulsion de ses erreurs, ait évolué à l'excès vers la gauche. Mais il ne saurait être question d'une telle évolution. Car, dès que les stratèges opportunistes de l'I.C. et du P.C. allemand eurent échoué en 1923, ils tirèrent des leçons à leur manière : puisque la tactique du front unique de 1923 a démontré qu'elle n'offrait pas seulement des possibilités positives, qu'elle ne représentait pas seulement un pôle d'attraction pour des millions d'ouvriers non communistes, mais puisque, appliquée dans les cadres d'une stratégie fautive ("gouvernement ouvrier-paysan") elle paralysait le parti- qu'on en finisse avec une pareille tactique qui soumet la direction de l'I.C. et de ses sections à d'aussi rudes épreuves! L'instinct de conservation bureaucratique s'opposa obstinément, aux nécessités d'évolution d'un parti révolutionnaire.

Mais comment mener le Parti allemand qui se menaçait seulement à surmonter péniblement sa maladie infantile, de la tactique du front unique vers l'abandon principal de toute tactique de front unique ? Radek et Zinoviev montrèrent, à la session de l'Exécutif de l'I.C. de Janvier 1924, le chemin du salut, ils soutinrent que le fascisme avait déjà triomphé en Allemagne, et même appuyé sur la Social-démocratie.

"Nous devons exiger, déclarait Zinoviev, une tactique différente en Allemagne parce que la Social-démocratie, cela est déjà parfaitement clair, est devenue une social-fasciste. C'est une social-démocratie fasciste. Il s'ensuit que notre tactique doit être modifiée" (Les enseignements des événements d'Allemagne, page 69).

Et Radek qui, dans cette séance, présentait les thèses de Trotsky-Radek-Piatkov - et faisait partie des chefs les plus éminents de l'Opposition de Moscou (1923), est aussi catégorique que Zinoviev : "La raison pour laquelle je considère comme absolument nécessaire de dire que le fascisme a triomphé est différente."

"Si le fascisme a triomphé et si la Social-démocratie est son alliée, plus d'alliance avec la Social-démocratie" (Id. page 18.)

Et Staline répétait studieusement la nouvelle révélation en caractérisant la Social-démocratie comme "l'aile modérée du fascisme". Nous voyons ici les sources d'où la direction de l'I.C. et le C.C. du P.C.A. ont tiré leur science nouvelle.

Qu'est donc à proprement parler le fascisme ? Comment pouvait-il avoir triomphé en 1933, après avoir été, à la même époque, battu et repoussé à Munich par la force armée de l'Etat démocratique ?

Nous voyons déjà ici cette incapacité fatale de l'I.C. à déterminer exactement le caractère essentiel du fascisme, incapacité qui, aujourd'hui où le fascisme menace directement la classe ouvrière en Allemagne, mène l'I.C. et le P.C.A. à la catastrophe. A la défaite sans lutte du P.C.A. en 1933 succéda une vague de dure réaction. Le parti fut rejeté dans l'illégalité; des milliers d'ouvriers révolutionnaires emplirent les prisons, les procès de haute trahison se succédèrent coup sur coup. Cela veut-il dire que le fascisme régnait en Allemagne ? L'emploi de la violence contre le prolétariat est-il donc un signe distinctif de la domination fasciste ?

A la base d'une telle conception il y a une idéalisation des plus opportunistes de la démocratie bourgeoise. Dans des pays de démocratie bourgeoise "classique" comme les Etats-Unis et la France, la classe ouvrière est souvent cruellement persécutée, surtout aux Etats-Unis où dans les maints états l'activité corporative elle-même est combattue brutalement et où l'on ne craint pas d'employer la technique de guerre contre les ouvriers en grève. Les ignobles méthodes de "provocation" de la démocratie yankee ont été mises en lumière de façon éclatante dans l'affaire Sacco-Vanzetti et dans la persécution de Mooney et de Billings, ces chefs du mouvement ouvrier de San-Francisco qui, bien qu'innocents, languissent encore aujourd'hui en prison.

Mais dirons-nous pour cela que le fascisme règne aux Etats-Unis ? Le fascisme n'est pas simplement la répression; le fascisme n'est pas non plus simplement une certaine méthode de domination bourgeoise qui peut être appliquée par tout parti bourgeois, comme nous l'enseigne le profond penseur Manouïlsky.

Le fascisme est le mouvement de masse contre-révolutionnaire de la petite-bourgeoisie. Réduite à une situation sans issue par la crise économique, la petite bourgeoisie réactionnaire se tourne, pleine de rage, contre le mouvement ouvrier moderne. Les officiers déclassés et les aristocrates, la masse énorme des jeunes étudiants et universitaires pour qui il n'y a plus de place ni dans le commerce ni dans les services de l'Etat, les petits commerçants et les artisans ruinés et enfin de larges masses paysannes écrasées d'impôts et d'hypothèques, se tournent, l'écume à la bouche, contre la nouvelle bureaucratie, qui, dans l'administration étatique et communale, dans les institutions sociales et politiques s'est élevée assez haut, contre l'aristocratie ouvrière réformatrice qui s'appuie sur les grandes organisations ouvrières et sur les parties décisives de la classe ouvrière. Ils se tournent contre le mouvement ouvrier qui s'est créé un organe de lutte à l'aide duquel il essaye de défendre son existence. C'est justement cette opposition irréductible entre les masses réactionnaires petites-bourgeoises du fascisme et le mouvement ouvrier dans son ensemble (y compris l'aristocratie ouvrière dégénérée) qui fait apparaître toute l'absurdité de la théorie du social-fascisme.

Justement en Allemagne où le système parlementaire-démocratique est inconcevable sans le pilier de soutien du réformisme, où l'axe de ce système, la Prusse, est la place-forte du pouvoir de la Social-démocratie. Justement en Allemagne, le fascisme ne pourra triompher, ne pourra faire valoir sa victoire qu'en anéantissant, en même temps que le système démocratique-parlementaire, la Social-démocratie. Les rapports de forces des classes en Allemagne, le rôle prépondérant du prolétariat dans la société décideront du degré de violence du fascisme sur le mouvement ouvrier, si

toutefois il devait parvenir au pouvoir. Pour contenir le puissant prolétariat allemand il faudra une pression qui laissera loin derrière elle celle du fascisme italien. Dans le cadre d'un tel système il y aura encore moins de place pour le réformisme en Allemagne qu'en Italie. Et c'est justement parce que le passage du système parlementaire-démocratique au fascisme déclaré ne peut s'accomplir "graduellement" et "froidement" comme l'imaginent les théoriciens de l'I.C., parce que justement ce passage doit être accompagné des plus graves bouleversements politiques et de la guerre civile ouverte, c'est justement pour cela que des fractions capitales de la bourgeoisie allemande craignent encore aujourd'hui de faire ce pas, car l'issue d'une telle guerre civile est actuellement encore très incertaine.

Mais en dernier lieu la politique d'une classe n'est pas déterminée par sa volonté, mais par des nécessités vitales. Et il est clair que le système démocratique-parlementaire est à l'article de la mort, car les moyens de la démocratie bourgeoise ne parviennent plus à maintenir une société qui déraile. Et c'est ce que montre le régime dictatorial régnant qui oscille entre la social-démocratie et le fascisme, est toléré par la social-démocratie et tolère lui-même le fascisme, selon tous les caractères d'un régime de transition, à l'ombre duquel se prépare déjà le régime adverse : le fascisme.

OU VA LE PARTI COMMUNISTE ALLEMAND ?

Dans sa brochure "Et maintenant?", le camarade Trotsky émet l'idée que la direction du P.C.A. rejoindrait notre route si elle ne dépendait pas de Staline, et il développe cette idée dans d'autres textes. Les zigzags des staliniens sont inévitables, dit-il. "S'il arrive que le Parti communiste soit obligé d'appliquer la tactique du front unique, l'attaque du fascisme sera repoussée à coup sûr. D'autre part une victoire sérieuse sur le fascisme frayera la voie à la dictature du prolétariat. Mais même après avoir pris la tête de la Révolution, le Parti portera encore en lui beaucoup de contradictions. La mission de l'Opposition de gauche ne sera nullement achevée. Dans un certain sens, elle ne fera que commencer...." (page 112 de l'édition allemande). Si nous comprenons bien le camarade Trotsky, il pense ceci : sous la pression de la situation objective et des éléments avancés de la classe ouvrière qui auront été dans une certaine mesure ébranlés par nous, l'Opposition de gauche, l'appareil du Parti changera d'orientation; et ce changement ouvre la possibilité d'une lutte victorieuse pour le pouvoir, même sous la direction centriste dans le P.C.A.

Nous considérons qu'un tournant à gauche du centrisme dans les circonstances ci-dessus mentionnées, est très possible. Les symptômes en sont déjà visibles. La veille de la défaite du 10 Avril, dans un article consacré à la préparation des réunions des membres du Parti postérieures au 10 Avril, Ulbricht écrit que "l'on doit intervenir auprès des dirigeants des Syndicats et des fonctionnaires du Parti social-démocrate à l'usine et obtenir d'eux qu'ils se concertent pour établir un front unique de lutte commun sur la base de la défense des intérêts vitaux les plus élémentaires et de la lutte pour l'amélioration des conditions de travail" (Rote Fahne, 10 avril 1932). - Et dans le même article, Ulbricht se tourne contre un membre du parti qui a soutenu que le Parti social-démocrate est "l'aile modérée du fascisme".

Comment un membre du Parti comprendra-t-il la "fine distinction" suivant laquelle le front unique est nécessaire avec les fonctionnaires dirigeants du Parti social-démocrate à l'usine et le front unique des travailleurs contre le fascisme est interdit ? En quoi le social-fascisme dans la rue se distingue-t-il du social-fascisme à l'usine ? C'est dans ces grotesques contradictions que s'embrouille l'appareil du Parti dans ses premières tentatives de tournant.

La question capitale n'est pas de savoir si le centrisme est susceptible de faire un tournant; seul un sectaire impuissant, aveugle et sourd devant les faits pourrait le nier. Ce qui importe dans la situation actuelle

ce sont les possibilités d'un tel tournant. Le camarade Trotsky estime qu'un tournant à gauche du centrisme peut mener le Parti à une révolution victorieuse, mais c'est ce que nous tenons pour impossible. Pour passer de la période de rassemblement, de la résistance victorieuse au fascisme à la lutte pour le pouvoir, le Parti a besoin d'une transformation idéologique complète, d'une refonte totale de tout le Parti. Croire que l'appareil du Parti même obligé de s'orienter à gauche, même si des succès partiels peuvent être obtenus dans la lutte contre le fascisme, puisse entreprendre la lutte pour le pouvoir, contre un adversaire aussi expérimenté, c'est, à notre avis, une illusion dangereuse. Nous tenons pour nécessaire de dire que les expériences acquises depuis 1923 démontrent l'incapacité totale de l'appareil à exploiter une situation révolutionnaire.

Il y a des camarades dans le Parti, ceux-là même qui se considèrent comme "de gauche", qui pensent : d'abord l'appareil du Parti doit être refondu, ensuite seulement il sera apte à la lutte. Mais comme actuellement l'appareil est encore tout à fait intact, toute action du Parti équivaut à une défaite. Et ces étonnants "gauchistes" considèrent le Parti tel qu'il est conduit par Thaelmann, et attendent "l'inévitable défaite" qui doit conduire à la banqueroute de l'appareil.

Nous n'avons rien de commun avec ce défaitisme. Les oppositionnels de gauche suivent le Parti dans toutes les luttes non parce qu'ils partagent l'espoir de Trotsky dans une révolution victorieuse à laquelle l'appareil pourrait nous mener, mais parce qu'ils sont décidés à forger la nouvelle orientation révolutionnaire qui, seule, peut mener le Parti à la victoire; ils le feront avec le noyau prolétarien du Parti, dans le processus de la lutte révolutionnaire qui dévoilera complètement la dégénérescence politique et morale de l'appareil, dont le 1er Mai 1929 fut un symptôme.

Nous sommes tous passés par l'école de Trotsky, mais nous n'avons pas appris à espérer des possibilités révolutionnaires d'un parti sous la direction centriste. Nous y avons appris la "tactique de Clémenceau", celle qui consiste à être prêt, en pleine lutte, en pleine situation révolutionnaire, à arracher la direction du Parti des mains peureuses du centrisme, dans l'intérêt du Parti et de la Révolution.

KURT LANDAU

LA CONFERENCE NATIONALE DE LA GAUCHE

COMMUNISTE ESPAGNOLE

Nos camarades de l'opposition Communiste Espagnole ont tenu leur Conférence Nationale du 26 au 30 Mars. Cette Conférence a suivi de près celle du Parti Communiste Officiel et précédé de peu celle de la Fédération Communiste Catalano-Baléare, les deux autres fractions du Communisme en Espagne.

À cette Conférence assistaient des délégués de toutes les provinces de l'Espagne.

Ces délégués n'étaient pas des délégués fantômes ne représentant qu'eux-mêmes; c'est ainsi que le délégué de Séville représente à lui seul un groupement de 60 membres - L'opposition Communiste Espagnole est en effet une organisation qui vit et se développe - elle compte plus de 1000 membres et exerce une véritable influence sur la partie la plus avancée de la classe ouvrière espagnole, comme le montre le tirage de sa presse et de ses brochures.

L'atmosphère des débats fut toujours du ton politique le plus élevé et de la plus franche camaraderie, ce qui contraste singulièrement avec ce que nous connaissons en France. Si des points de vue divergents s'y firent

jour, comme cela est normal, il ne fut pas possible d'y déceler l'existence de fractions, les mêmes camarades étant tour à tour adversaires ou alliés au cours de la discussion des différents points de l'ordre du jour.

Nous allons donner ici un bref résumé de ses travaux politiques et thèses adoptées dont certaines doivent être remaniées et ne sont pas encore entièrement publiées.

La thèse sur la situation internationale souligne la contradiction qui existe entre la crise générale du système capitaliste de jour en jour plus grave et la politique opportuniste de la direction-bureaucratique de l'I.C. qui transforme les partis "en simples agences de propagande pour l'U.R.S.S., met au péril les intérêts de la révolution mondiale et ceux de la révolution russe elle-même. Elle précise la tactique de l'opposition à l'égard de l'I.C. Elle repousse le mot d'ordre d'un nouveau parti qui aurait pour résultat actuel de liquider l'organisation oppositionnelle et qui ne s'adapte pas à une situation où l'Internationale n'est pas encore "entièrement perdue pour le prolétariat". Elle précise la tactique de la fraction qui réside dans le fait que seule "l'application totale des principes de l'Opposition de gauche peut permettre à l'Internationale de retrouver son rôle de guide du prolétariat mondial". L'Opposition de gauche doit lutter pour le rétablissement de la légalité démocratique dans l'I.C. Mais elle ne doit pas borner son rôle à être "une simple appendice du Parti. Au contraire, elle doit combler les lacunes du travail du parti et ne doit pas hésiter à créer autour d'elle des "organisations larges".

La thèse de la participation circonstancielle aux élections défendue par le Camarade Nin et l'organisation de Catalogne et combattue par les camarades Andrade et Lacroix de Madrid, fut adoptée à la majorité des voix.

La thèse sur le problème agraire en Espagne présentée par le camarade Palacios donna lieu à une intéressante controverse. Le Camarade Palacios défendait le mot d'ordre de la collectivisation immédiate de l'agriculture contre celui de "la terre aux paysans" qui aurait pour résultat disait-il, de constituer une classe de paysans propriétaires réactionnaires et ennemis du prolétariat. Le camarade Nin, soutenu avec des nuances par la majorité des camarades montre qu'il ne s'agit pas de savoir seulement ce que nous voulons, ce que doit être une agriculture socialiste, mais ce que veut actuellement le paysan dont l'alliance est indispensable au prolétariat pour faire la révolution. En prenant l'exemple de la Russie, il montre que la collectivisation est une tâche post-révolutionnaire et qu'elle n'a de sens que sur des bases techniques suffisantes. D'autres camarades intervenant dans la discussion soulignent que dans certaines provinces où la propriété est particulièrement morcelée et où les conditions du sol sont ingrates, le paysan ne veut pas la terre, mais souhaite une réorganisation de l'agriculture. Finalement il est convenu que la thèse de Palacios sera remaniée dans le sens général indiqué par Nin, en tenant compte du fait que le pouvoir ouvrier devra appuyer tous les essais de collectivisation que répondront à la volonté incontestée des paysans eux-mêmes.

La thèse sur le problème des nationalités, fort important en Espagne déclare que le nationalisme Catalan radical et révolutionnaire doit être soutenu par le prolétariat, mais que le nationalisme basque cléricale et réactionnaire doit être combattu.

Elle se prononce contre les tendances nationalistes de la Fédération communiste Catalano-Baleare et contre la longue indifférence du parti officiel à l'égard de ce problème. Elle est adoptée à l'unanimité.

La thèse syndicale présentée par le camarade Molins condamne la politique de scission syndicale poursuivie par la bureaucratie stalinienne dans la centrale révolutionnaire : la Confédération Nationale du Travail. Les Communistes doivent travailler dans la C.N.T. pour l'arracher à l'in-

fluence anarchiste et en conquérir la direction, mais ne se livrer au jeu absurde d'en détacher quelques syndicats pour constituer une troisième centrale fantôme - L'unité syndicale doit se faire dans les rangs de la C.N.T. que l'on ne peut mettre sur le même plan que la Centrale réformatrice l'U.G.T. qui admet la participation de son leader Caballero à un gouvernement de répression anti-ouvrière. La Conférence, après une intéressante polémique entre Nim et Andrade se prononce contre l'organisation indépendante des chômeurs, pour leur organisation dans leurs syndicats respectifs afin d'assurer le maximum d'unité entre ouvriers sans travail et au travail.

La thèse politique présentée par le camarade de Nim donne lieu à la plus vive discussion. Le mot d'ordre de dissolution des Cortès et de nouvelles élections est rejeté comme inactuel et correspondant à une situation périmée. Le mot d'ordre - "toutes les responsabilités du pouvoir aux socialistes pour qu'ils se démasquent définitivement devant la classe ouvrière, est adopté à la majorité. Au cours de la discussion, des camarades font observer que ce mot d'ordre est en contradiction avec le fait du recul de l'influence socialiste reconnu par la Conférence - Finalement on convient qu'il sera soumis à un referendum dans tous les groupes.

Notons enfin que la Conférence a modifié le titre de l'organisation qui s'appellera dorénavant "Gauche communiste espagnole". Elle a refusé de se soumettre aux injonctions du Secrétariat International qui lui ordonnaient de condamner la Gauche Communiste française, et elle a préconisé la convocation dans le plus bref délai d'une Conférence Internationale de l'Opposition de Gauche réunissant les organisations reconnues officiellement par le camarade Trotsky aussi bien que les autres. Elle a admis à titre d'auditeurs des délégués de notre groupe ainsi que des membres du parti officiel.

LE CHÔMAGE EN FRANCE ET

LES TÂCHES DES COMMUNISTES

Dans la majorité des pays capitalistes le chômage massif existe : la France n'échappe pas elle non plus à la crise. La situation économique est désastreuse, la balance commerciale déficitaire, le chômage atteint des proportions imposantes et, on peut dire qu'il y a 1 million de chômeurs complets, et trois fois plus de travailleurs chômant partiellement.

Dès le début de la crise, la C.G.T.U. prit l'initiative d'organiser des comités; bientôt l'ensemble des chômeurs groupés dans ces comités atteignit 40.000 adhérents dans la Région Parisienne, mais des dizaines de milliers restèrent inorganisés. Effectivement les comités de chômeurs ne représentent pas 40.000 membres car ils sont de véritables passoires; l'organisation régionale et Centrale ne sont pas aptes à accomplir toutes les tâches économiques et politiques de la lutte des sans-travail. Pourquoi cette carence ? Il faut bien analyser le mouvement des chômeurs et en comprendre tous les côtés positifs et négatifs.

Les manifestations du 12 Janvier et du 4 Février sont des exemples de manifestations à tendances sectaires. Celle du 4 Février fut la démonstration de la faiblesse des comités de chômeurs ne pouvant entraîner dans la lutte revendicatrice qu'une minorité de sans-travail.

La faiblesse initiale des comités de chômeurs provient de son manque de vie intérieure. En effet la vie interne des comités n'est pas alimentée politiquement; cela découle de la négligence qu'apporte les cadres de la C.G.T.U. dans leur aide pour la direction de ces comités. Il est évident que ces organismes ont une fonction et des tâches spéciales, mais les syndiqués

unitaires unitaires et les communistes ont le devoir d'être les guides des chômeurs.

La Direction de la C.G.T.U. après avoir été gauchiste dans le "3ème" période, se trouve opportuniste dans la période de crise et de chômage. La position de la C.G.T.U. était de cacher le drapeau unitaire et de se mettre à la traîne des masses.

La conséquence de ce mauvais travail dans la Région Parisienne fut l'échec des manifestations du 12 Janvier et du 4 Février (manque de liaison avec ceux qui travaillent); puis les déviations opportunistes dans les comités de Boulogne-Billancourt, du 13ème, du 10ème où, un localisme très caractéristique dominait. Les comités se trouvant dépourvus de vie politique sont enclins aux méthodes réformistes ou, au laisser aller, ce qui est encore pire.

Le parti communiste lui, a négligé d'une façon presque permanente la lutte des sans-travail. Aucune campagne systématique dans "l'Humanité" et c'est quotidiennement que le P.C. devait éclairer et guider les chômeurs. La presse du parti devait harceler la bourgeoisie par la dénonciation de ses méthodes scandaleuses du secours aux chômeurs comme acte de charité!!

La fraction parlementaire n'a pas été non plus à la hauteur de sa tâche; la tribune de la Chambre n'a pas été suffisamment utilisée pour dévoiler la turpitude du capitalisme et de ses impôts, dans la crise actuelle. Le rôle des élus communistes s'est cantonné à venir de temps en temps aux comités de chômeurs, mais ils ne se sont pas transformés en agitateurs aux lieux de pointages, aux mairies, aux soupes populaires.

La revendication partielle de 15 Frs: par jour n'a pas été mise au premier plan comme étape vers les 20 frs. Une agitation de grande envergure aurait dû être entreprise sur le terrain national pour arracher l'allocation de 10 frs par jour. Parallèlement à cela il fallait démasquer systématiquement l'attitude honteuse de la démocratie bourgeoise affamant les chômeurs et, accouchant d'un budget de guerre de 18 milliards ce qui fait la coquette somme de 50 Millions par jour pour tuer les hommes, mais pour leur donner du pain, le chômeur ne touche que 10 frs. par jour!!

Les mots d'ordres de lutte revendicative ne manqueraient pas, nationalement les masses de sans-travail auraient dû être entraînées dans des mouvements imposants contre la démagogie de la bourgeoisie. Le parti et la C.G.T.U. se sont montrés incapables d'orienter les comités de chômeurs sur le terrain économique, première phase du groupement des sans-travail et, ensuite de lier ces luttes à une orientation politique contre le pouvoir bourgeois.

La conclusion de ce travail négatif fut démontrée dans la journée contre la guerre du 31 Mars, où la participation des chômeurs fut presque nulle. La disproportion qui existe entre l'enterrement de Fritsch, où des dizaines de milliers de chômeurs participaient à la démonstration et, le néant du 31 Mars, est une indication profonde de la cassure du parti avec les masses sur ses propres mots d'ordres.

La leçon qu'il nous faut tirer est, que le parti et la C.G.T.U. tout en proclamant le "tournant", restent sectaires et ne savent pas poser concrètement le problème de la conquête des masses. Les formules de "haute politique", les phrases "d'attaque" et de "en avant" etc... cachent la pire politique opportuniste qui conduit systématiquement tous les mouvements politiques et économiques vers des échecs.

Le point où en sont les comités de chômeurs, après plus de six mois d'existence est, malheureusement, une démonstration suffisante de la carence des dirigeants communistes et unitaires dans les tâches à accomplir vis à vis du chômage en France.

L'énorme baisse de l'influence du P.C. rendue éclatante par la perte de 275.000 voix aux élections, alors que la situation objective lui permettait d'en gagner 300.000 est la démonstration flagrante de cette incapacité à rassembler les chômeurs. Aujourd'hui, Thorez est obligé d'avouer que le "Parti a subi un recul alors que toutes les conditions..... offraient et offrent d'immenses possibilités de rayonnement". Une politique se juge, en dernière analyse, à ses résultats et ceux qu'a obtenu Thorez-le-mannequin condamnent avec éclat celle de la direction stalinienne.

Daniel LEVINE

R E S O L U T I O N (1)

SUR LES RAPPORTS DE LA GAUCHE COMMUNISTE

INTERNATIONALE ET DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

La Gauche communiste internationale exclut dans ses rapports avec l'Internationale communiste tout sectarisme d'organisation. Elle adopte une tactique souple qui concilie le travail de fraction avec les formes d'activité indépendante, en tenant toujours compte des circonstances concrètes qui conditionnent son action dans chaque pays, ainsi que de l'évolution du rôle historique de l'I.C.

La Gauche Communiste Internationale considère les organisations de l'I.C. malgré leur déclin de plus en plus accentué, résultat d'une politique qu'elle n'a cessé de dénoncer, comme les seules organisations révolutionnaires de masse existant dans le monde. Elle distingue entre la politique de l'appareil de l'I.C. qu'elle combat sans ménagements et les masses d'ouvriers révolutionnaires groupés dans les organisations que cette politique mène à l'abîme. C'est ce qui justifie la tactique de la fraction qui peut être ramenée aux points suivants :

1°- La G.C.I. s'inspirant des quatre premiers Congrès tenus par l'I.C. du vivant de Lénine revendique son droit à l'existence comme une tendance du communisme international envers et contre toutes les calomnies de la bureaucratie stalinienne qui la présente comme "l'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire".

2°- Elle considère comme nulles et non avenues les décisions bureaucratiques qui, foulant aux pieds les règles les plus élémentaires du centralisme démocratique, ont établi l'incompatibilité entre la fidélité à la tradition communiste (faussement qualifiée de "trotskisme") et l'appartenance à l'I.C. Elle se refuse d'admettre comme conforme à la légalité.

(1) L'évolution de la situation objective/du rôle historique de l'I.C. dans les dernières années d'une part, les expériences oppositionnelles tant en France que dans d'autres pays d'autre part, ont obligé notre groupe à réexaminer la question tactique des rapports des organisations communistes oppositionnelles et de l'I.C. Nous nous sommes attachés à définir concrètement le double aspect de l'activité de la gauche communiste internationale : travail de fraction et activité indépendante. C'est le seul moyen d'en finir avec les bavardages stériles et les querelles de mots. - La Résolution ci-dessus est la conclusion de notre discussion.

révolutionnaire la main mise en propriété privée de la tendance révisionnaire de Staline sur l'Internationale de Lénine.

3°- Elle affirme que les solutions que son programme préconise : retour au centralisme démocratique et à la tradition des quatre premiers Congrès de l'I.C., utilisation de l'expérience constituée par les défaites successives auxquelles la politique bureaucratique a mené le prolétariat, sont les seules capables de sauver l'I.C. de la faillite définitive. Elle ne lutte pas contre l'I.C. pour hâter son déclin, mais au contraire lui offre les seules solutions capables de la sauver.

4°- Les Sections de la G.C.I. suivent la vie politique des sections de l'I.C. comme si elle était celle de leur propre parti. Sans esprit de dénigrement systématique comme sans suivisme, elles étudient les problèmes posés aux sections de l'I.C., discutent les solutions imposées par la politique officielle et proposent aux membres de l'I.C. celles qui sont conformes à l'esprit de l'Internationale du vivant de Lénine. Elles s'efforcent de faire défendre les solutions à l'intérieur des assemblées régulières de l'I.C. quand celles-ci ont lieu. Elles ne négligent jamais les occasions d'établir des liens avec des camarades adhérents à l'I.C. d'accroître et de consolider l'influence de la G.C.I. dans l'I.C.

5°- Les sections de la G.C.I. se refusent catégoriquement à entrer dans un front unique anticommuniste avec les ennemis déclarés de l'I.C. et de la Russie soviétique. Dans les luttes contre le régime et pour la défense de la Russie soviétique, elles se rangent au contraire sans réserve aux côtés des sections officielles de l'I.C.

°
°°

La G.C.I. n'entend pas subordonner son avenir, qui est l'avenir du communisme international, à celui de l'I.C. Elle est obligée de constater que, malheureusement, l'hypothèse d'une faillite politique totale et définitive de l'I.C. jetant le trouble et le désarroi parmi les masses d'ouvriers révolutionnaires qui la suivent encore, est de moins en moins exclue. La contradiction entre les intérêts de la révolution mondiale et la politique de l'I.C. est de jour en jour grandissante. La mainmise de la bureaucratie soviétique sur l'I.C. est toujours plus éclatante. Tout porte à croire que, plutôt que se liquider elle-même, la bureaucratie liquidera l'I.C. comme le montre l'échec des derniers "tournants".

La G.C.I. considère comme son devoir de se placer dès maintenant en travers d'une évolution qui rejeterait dans les rangs de la social-démocratie, soutien du régime, les masses révolutionnaires de l'I.C. Par suite, elle se voit contrainte de combiner son travail de fraction avec activité indépendante qui peut prendre les formes suivantes :

1°- Les sections de la G.C.I. admettent dans leurs rangs en même temps que des camarades adhérents officiellement à l'I.C. ou qui en ont été exclus pour délit de tendance, d'autres camarades qui viennent au communisme par le canal des conceptions politiques qu'elles défendent, ou qui y reviennent après en avoir été écartés par la fausse politique de l'I.C.

2°- Elles n'acceptent pas la discipline formelle de l'I.C. et refusent de se solidariser pratiquement devant la classe ouvrière avec les directives bureaucratiques qu'elles jugent contraires aux intérêts de la révolution prolétarienne et aux organisations de l'I.C. elles-mêmes. Par suite elles n'hésitent pas à lutter publiquement par le canal de la presse et des

réunions contre certaines décisions de l'I.C. ou de ses sections, et à déconseiller à la classe ouvrière de les mettre en application (Plébiscite de Frusse, tactique "classe contre classe", toutes les conséquences pratiques de la théorie du social fascisme.....!

3°- Dans les syndicats, les sections de la G.C.I. constituent leurs fractions indépendamment de celles de l'I.C. ou s'appuient sur des courants larges d'esprit communiste qui luttent de façon saine contre les erreurs syndicales du stalinisme.

4°- Dans des cas exceptionnels et lorsque le rapport des forces le permet sans faire le jeu de la bourgeoisie, les sections de la G.C.I. présentent des candidats aux élections, après avoir proposé le front unique aux sections officielles de l'I.C.

POUR LE SOUTIEN DU "COMMUNISTE"

Contre la politique démiralisante de la direction du Parti qui conduit la classe ouvrière à des échecs répétés, nous devons plus que jamais apporter une aide sérieuse, des matériaux politiques utiles. Dans ce numéro du Bulletin, nous nous sommes efforcés de publier des documents sur les questions internationales où le sort de la IIIème Internationale est en jeu. La situation devant laquelle se trouve le prolétariat allemand en particulier exige de notre part une grande attention.

Camarades, il faut soutenir "Le Communiste", il faut nous aider matériellement pour nous permettre de mener à bien notre lourde tâche. L'effort des camarades de la Région de la Région Parisienne est toujours soutenu, c'est bon signe, mais il doit s'élargir. La province vient à notre aide d'une façon active, elle doit faire plus encore.

Camarades, souscrivez pour le "Communiste", groupez-vous autour de la "Gauche communiste".

SOUSCRIPTION

4ème liste :

Jacques A. 5.-- D. Lévine 10.-- Callinet 100.-- Marie Louise
et Albert 5.-- Ardoin 5.-- Claude 120.-- Rosmer 5.--
Vacher 3.-- Emilien 1.-- Léon 1.-- Simone 5.-- Madrange 5.--
Despons 5.-- Vaguez (Oise) 10.-- G. Arnould (S. & O.)
10.-- Merler (Oise) 20.-- Paul George (Vosges) 15.-- Dagne
S. 10.-- Bellant 10.-- P. 40.-- Deux sympathisants 7.-- Pairault
(Orne) 2.-- TOTAL GENERAL : 1.638,50

(Porté à notre 3ème liste de souscription : Martin (Alger 10.-- c'est 50.-- qu'il faut lire).